

N°5 – Mars 1999

« Je veux imaginer sous quels traits nouveaux le despotisme pourrait se produire dans le monde: je vois une foule innombrable d'hommes semblables et égaux qui tournent sans repos sur eux-mêmes pour se procurer de petits et vulgaires plaisirs dont ils emplissent leur âme. Chacun d'eux, retiré à l'écart, est comme étranger à la destinée des tous les autres: ses enfants et ses amis particuliers forment pour lui toute l'espèce humaine; quant au demeurant de ses concitoyens, il est à côté d'eux, mais il ne les voit pas; il les touche et le les sent point; il n'existe qu'en lui-même et pour lui seul, et, s'il lui reste encore une famille, on peut dire du moins qu'il n'a plus de patrie. (...) »

Au dessus de ceux-là s'élève un pouvoir immense et tutélaire, qui se charge seul d'assurer leur jouissance et de veiller sur leur sort. (...) C'est ainsi que tous les jours, il rend moins utile et plus rare l'emploi du libre arbitre; qu'il renferme l'action de la volonté dans un plus petit espace, et dérobe à chaque citoyen jusqu'à l'usage de lui-même »

Alexis de Tocqueville, La démocratie en Amérique

Sommes-nous si loin de cette description prophétique, aujourd'hui ? Telle a été la question qui a initié la réflexion sur la responsabilité des citoyens face aux structures.

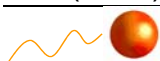
Civisme et dés-engagement

Le citoyen face aux structures

DANS CE NUMERO

« En démocratie, quelle vérité ? » tel était le thème du colloque organisé par l'HENAC en mars 1999.

Ce numéro de Rebonds reprend le texte de l'intervention de Muriel Ruol au sein de ce colloque.



On assiste aujourd'hui à une crise profonde de l'action collective. Les repères et les outils d'analyse qui guidaient, hier encore, les acteurs sociaux dans leurs pratiques d'émancipation sociale et dans leur quête d'un monde meilleur sont aujourd'hui profondément remis en question. Notre groupe a pris ce constat comme point de départ de sa réflexion. La déstabilisation des repères de l'action sociale appelle en effet une réflexion de fond sur la recomposition des enjeux de société et la nécessaire transformation des modèles de militance qui doit l'accompagner.

DÉSTABILISATION DES REPÈRES DE L'ACTION SOCIALE : ESSAI DE TYPOLOGIE

Si dans les années soixante, les militants avaient le sentiment de disposer des outils d'analyse pertinents pour comprendre ce qu'ils faisaient, ce qu'il fallait faire et à qui s'allier ou dans quel mouvement institutionnalisé s'engager, aujourd'hui c'est la confusion qui semble régner. Même si, comme le notait Gérard, il convient de nuancer cette première impression, en l'épurant de l'illusion rétrospective que pour les acteurs d'hier tout apparaissait clairement, il n'en reste pas moins que le risque inhérent à toute prise de parole et tout engagement social apparaît aujourd'hui dans toute son acuité.

Face à la situation contemporaine, plusieurs attitudes sont possibles qui caractérisent différents acteurs, le groupe en a isolé quatre :

Un premier groupe d'individus semble avoir perdu jusqu'au sens même de la révolte et de l'utopie. Préoccupés avant tout par leur avenir prochain et par des problématiques d'ordre plus individuel touchant leur environnement, ces individus semblent avoir renoncé à changer la société qu'ils se contentent d'habiter de la manière la plus confortable pour eux. On peut adjoindre à cette première catégorie, les individus qui déclinent l'action à l'intransitif. On participe à quelques actions pour se sentir vivant et acteur, mais on ne fait pas l'effort d'inscrire ces démarches dans une dynamique globale. L'action devient sa propre justification (*type 1*)

Une seconde catégorie regroupe un ensemble de « nouveaux acteurs ». Il s'agit des personnes qui conservent un certain sens des enjeux de société, mais envisagent toutefois leurs actions de manière plus ponctuelle que jadis. Prêts à se mobiliser pour des causes qui leur tiennent à cœur, ils ne semblent pas soucieux de poursuivre leurs engagements lorsque certains objectifs précis ont été atteints. Cette manière de s'intéresser, de manière semble-t-il plus sporadique, à des enjeux aussi divers que

les « sans-papiers », une maison de quartier, la situation en Bosnie ou enfin la Marche Blanche déroutent les militants « traditionnels » habitués à inscrire leurs actions dans la continuité d'un mouvement institué. Dans la mesure où ces actions sont en quête d'une cohérence globale, on peut parler d'un nouveau type d'action sociale (*type 2*).

Ce « nouveau type » d'acteurs entraîne dans son sillage, une nouvelle terminologie :

K Ces « acteurs » (et non plus « militants »)

K ne militent plus dans des institutions, ils se mobilisent.

K Ils préfèrent parler de leurs engagements multiples, plutôt que de leur militance.

Une troisième attitude est adoptée par le groupe des « militants souples » des organisations traditionnelles d'action collective [expression mise en circulation par le CIEP (MOC)]. Il s'agit des militants qui essaient de redonner un sens à leurs pratiques et de rejoindre les nouveaux publics (*type 3*).

Enfin, une quatrième catégorie regroupe les « militants lourds » de ces mêmes organisations. Lesquels refusent de s'adapter et préfèrent conserver avec nostalgie le patrimoine des heures glorieuses du mouvement (*type 4*).

K Remarque : Cet essai de typologie nous permet de mieux cerner le public visé par la démarche de notre groupe de réflexion. Tenter de rejoindre les groupes 1 et 4 semble en effet aussi improductif que vain. Selon nous, ce n'est qu'en réfléchissant à la cohérence des démarches initiées par les nouveaux acteurs (*type 2 et type 3*) que l'on pourra aujourd'hui travailler à la recomposition de l'action collective dans le contexte contemporain. C'est en tous les cas, ce défi qui motive notre participation à ce groupe de réflexion. Il serait en effet dommage d'en rester à une glorification nostalgique du passé et à un constat amer : « les jeunes ne s'intéressent plus à l'action collective ».

VERS UNE RECOMPOSITION DE L'ACTION COLLECTIVE ?

A cet égard, il a été noté en réunion qu'il serait intéressant d'analyser la manière dont certains mouvements, plus marginaux il y a quarante ans, se sont progressivement stabilisés, pour constituer aujourd'hui une manière novatrice de faire de l'action sociale en prise sur les réalités du moment. En la matière, l'histoire du mouvement écologiste constitue un exemple paradigmatique. Reconstruire son histoire pourrait être une piste prometteuse pour notre travail en commun.

Une autre piste consiste à analyser la transformation des modèles de militance et la manière dont l'offre des organisations d'EP s'est modifiée en vue de faire face à des motivations et des publics en changement.

La transformation des modèles de militance ou comment faire face à des publics, des motivations en changement ?

Pour caractériser les demandes des publics rencontrés par les organisations d'EP, les mêmes adjectifs reviennent souvent : « ponctuel », « limité », « sporadique » et « concret ». Par ces termes, les intervenants signalent que les attentes explicitées par les publics portent souvent sur des apports limités qui prennent la forme d'appoint. Alors l'éducation permanente serait-elle devenue un processus d'appoint ? A l'arrière-plan de cette question provocatrice, une évidence à ré-interroger : militance rime-t-il nécessairement avec adhésion de long terme ?

N'avons-nous pas, caché dans un coin de notre tête, un modèle idéal de militance par rapport auquel la réalité actuelle nous semble en défaut, et qui nous

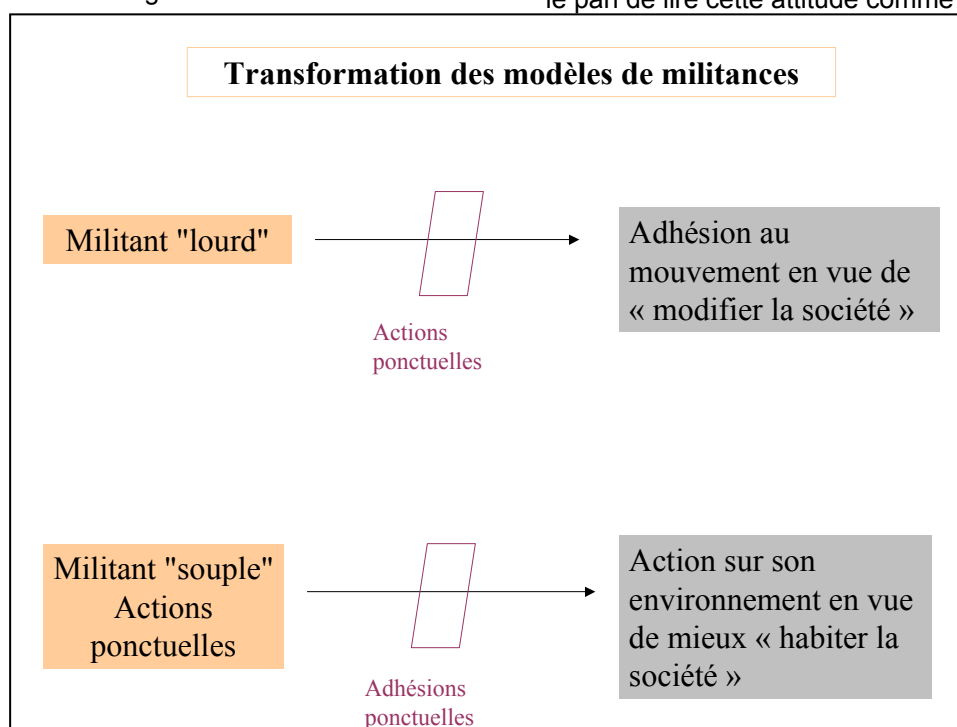
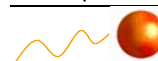
empêche de discerner un nouveau modèle à l'œuvre. Et si nous prenions le risque d'une rupture avec le modèle idéal ?

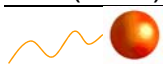
Pour nous aider dans cette démarche de rupture, un petit schéma est bien utile

Dans le schéma du « militant lourd », la militance est identifiée à l'adhésion de long terme. Le militant vise à transformer la société via une adhésion de long terme à un mouvement qui est porteur d'un projet de société. Les actions réalisées s'inscrivent toutes dans la ligne de ce mouvement.

Par contraste, le militant « souple » (qui représente les nouveaux publics de l'éducation permanente) est motivé par la transformation de son environnement immédiat. Il concrétise cet objectif en s'adressant à diverses organisations auxquelles il adhère ponctuellement, en fonction de leur capacité à apporter un appui à cet objectif. Autrement dit, l'acteur d'aujourd'hui vise à transformer son environnement immédiat via des adhésions ponctuelles. Bref, l'acteur d'aujourd'hui croise les organisations d'action sociale plus souvent qu'il n'y demeure, et il n'attend pas d'une appartenance monolithique la solution à ses problèmes. Cela ne l'empêche pas de s'engager dans des actions collectives, mais sans que s'impose une discipline d'appartenance.

Plutôt qu'un processus d'appoint, nous faisons le pari de lire cette attitude comme les





prémisses d'une nouvelle cohérence de l'action collective en émergence. Nous invitons donc à un renversement de perspective :

« Nous (intervenants d'EP) ne sommes pas en train de perdre une cohérence, mais en quête de nouvelles formes de cohérence de l'action sociale ».

Dans ce contexte, le décalage entre le projet de société formulé par le mouvement et les nouvelles demandes qui émanent du terrain peut être lu comme un signal positif d'une quête de nouvelles pratiques permettant de rejoindre la cohérence qui émerge. Si bien que ce qui apparaît d'abord comme une perte du sens de la militance se révèle finalement comme la promesse d'une attitude d'une nouvelle cohérence de l'action collective.

RECOMPOSITION DES ENJEUX DE SOCIÉTÉ : UNE HYPOTHÈSE

On pourrait interpréter ce renversement comme une attitude volontariste, décidée à décrypter coûte que coûte une cohérence à l'œuvre dans les évolutions en cours. Bien qu'elle constitue un pari et une gageure, la lecture proposée ci-dessus repose sur d'autres bases que sur le désir de ne pas voir disparaître le monde de l'action collective. Il repose en effet sur une hypothèse quant à la recomposition actuelle des enjeux sociétaux. Hypothèse que nous ne ferons ici qu'évoquer (pour la développer plus tard, si le groupe y voit un intérêt). La crise de la militance dont nous venons de décrire fait en effet écho à une crise du sens et une crise du lien social qui ont été abondamment analysées par les sociologues et que l'on peut analyser schématiquement comme découlant de phénomènes de rationalisation sociale (autonomisation des sphères politique, culturelle, économique, financière) et culturelle (sécularisation, « désenchantement du monde ») liés à la modernité.

L'autonomisation des sphères financières, économiques, technologiques et scientifiques empêche en effet de définir un projet de société global, et rend moins repérables les enjeux de l'action collective dans ces contextes (Que l'on songe à la difficulté de cerner l'enjeu des décisions dans le domaine des systèmes financiers, ou en ce qui concerne le choix des technologies comme le nucléaire, etc....) La rationalisation possède

ainsi un double visage. Sa face positive renvoie à l'émancipation des préjugés, à l'avènement de l'autonomie et aux progrès de la rationalité ; au négatif, « perte de sens » et « perte de liberté » caractérisent les acteurs du monde désenchanté et rationalisé de la modernité tardive dont Weber prophétisait l'avènement, le comparant à une « cage d'acier ».

Nul ne sait encore, ajoutait-il, qui, à l'avenir habitera la cage, ni si, à la fin de ce processus gigantesque, apparaîtront des prophètes entièrement nouveaux, ou bien une puissante renaissance des penser et des idéaux anciens, ou encore - au cas où rien de cela n'arriverait - une pétrification mécanique, agrémentée d'une sorte de vanité convulsive. En tout cas, pour les 'derniers des hommes' de ce développement de la civilisation, ces mots pourraient se tourner en vérité : 'spécialistes sans vision et voluptueux sans cœur - ce néant s'imaginer avoir gravi un degré de l'humanité jamais atteint jusque-là' »¹.

Cette autonomisation des sphères s'est doublé – c'est notre hypothèse – d'un déplacement des enjeux de la sphère de l'économie réelle à celle de la sphère financière. De ce fait, les analyses marxistes du système productif restent pertinentes, mais sont marginalisées par rapport aux enjeux qui découlent de la globalisation des marchés.

Ainsi, l'idée de l'aliénation d'une classe ouvrière doit faire progressivement place à une analyse des divers mécanismes, souvent diffus, d'exclusion sociale due à la dualisation qui est une des facettes de cette globalisation. Reconstruire la logique sous-jacente à ces évolutions pourrait constituer une première étape de réflexion vers la recomposition de l'action collective.

¹ Weber M., *L'éthique protestante et l'esprit du capitalisme*, Paris, Plon, 1964, p. 250-251.

Atelier de Muriel Ruol

"Je veux imaginer sous quels traits nouveaux le despotisme pourrait se produire dans le monde: je vois une foule innombrable d'hommes semblables et égaux qui tourment sans repos sur eux-mêmes pour se procurer de petits et vulgaires plaisirs dont ils emplissent leur âme. Chacun d'eux, retiré à l'écart, est comme étranger à la destinée des tous les autres: ses enfants et ses amis particuliers forment pour lui toute l'espèce humaine; quant au demeurant de ses concitoyens, il est à côté d'eux, mais il ne les voit pas; il les touche et le les sent point; il n'existe qu'en lui-même et pour lui seul, et, s'il lui reste encore une famille, on peut dire du moins qu'il n'a plus de patrie.

Au dessus de ceux-là s'élève un pouvoir immense et tutélaire, qui se charge seul d'assurer leur jouissance et de veiller sur leur sort. Il est absolu, détaillé, régulier, prévoyant et doux. Il ressemblerait à la puissance paternelle si, comme elle, il avait pour objet de préparer des hommes à l'âge viril; mais il cherche, au contraire, qu'à les fixer irrévocablement dans l'enfance; il aime que les citoyens se réjouissent pourvu qu'ils ne songent qu'à se réjouir. Il travaille volontiers à leur bonheur; mais il veut en être l'unique agent et le seul arbitre; il pourvoit à leur sécurité, prévoit et assure leurs besoins, facilite leurs plaisirs, conduit leurs principales affaires, dirige leurs industries, règle leurs successions, divise leurs héritages; que ne peut-il leur ôter entièrement le trouble de penser et la peine de vivre?

C'est ainsi que tous les jours, il rend moins utile et plus rare l'emploi du libre arbitre; qu'il renferme l'action de la volonté dans un plus petit espace, et dérobe à chaque citoyen jusqu'à l'usage de lui-même (...) il ne brise pas les volontés, il les amollit, les plie et les dirige; il force rarement d'agir, mais il s'oppose sans cesse à ce qu'on agisse; il ne détruit point, il empêche de naître, il ne tyrannise point, il gêne, il comprime, il énerve, il éteint, il hébète, et il réduit enfin chaque nation à n'être plus qu'un troupeau d'animaux timides et industrieux, dont le gouvernement est le berger²".

² de Tocqueville A., *Quelle espèce de despotisme les nations démocratiques ont à craindre* dans de Tocqueville A., *De la démocratie en Amérique, II*, 4e partie, chap VI, Rober Laffont, p. 648 (Bouquins).

Les quelques réflexions qui suivent ont pour objectif de tenter d'ouvrir une brèche dans le consensus mou et le ron-ron des évidences qui caractérisent généralement les débats autour de la notion de *citoyenneté*.

Ces discussions font souvent écran face aux implications réelles et concrètes du défi *démocratique* que doivent relever nos sociétés modernes.

J'aborderai donc la question de *"La vérité en démocratie au départ du couple civisme/dés-engagement"*, en m'appuyant sur vos réactions personnelles au questionnaire, ainsi que des manifestations concrètes de l'exercice d'une citoyenneté responsable interpellant le pouvoir politique, telles qu'on peut le voir à l'oeuvre dans toute la démarche des parents des victimes -qui me laisse pleine d'admiration -, ainsi que des démarches telles que la marche blanche ou encore la marche pour l'emploi³.

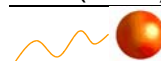
Pour préparer le dialogue autour de ce couple, voici quelques questions à creuser et quelques pistes à explorer:

1. Tout d'abord, le **dés-engagement** et la perte du sens civique sont-ils des conséquences inéluctables de la modernité? Le texte prophétique de Tocqueville (1840) apparaît en effet d'une intempestive actualité. Comment ne pas reconnaître la réalité quotidienne de notre monde social dans *"cette foule innombrable d'hommes semblables et égaux qui tourment sans repos sur eux-mêmes"* où chacun, *retiré à l'écart, est comme étranger à la destinée des tous les autres*?"

C'est ainsi que plusieurs d'entre vous appréhendent la réalité du désengagement. Mouvement par lequel "on se désintéresse des gens qui nous entourent et par lequel on s'enferme dans notre petit monde individuel".

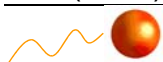
L'individualisme et l'atomisation de la société en une kyrielle de sphères individuelles doivent-ils nécessairement conduire à un dés-engagement des citoyens au niveau politique? Selon Arendt, la modernité rend inéluctablement utopique l'antique modèle de la *polis*; seul apte selon elle à donner sens à la citoyenneté (Polis=Cité en grec).

³ Démarches qu'on ne peut mettre sur le même pied, mais qui nous interrogent et dont il faudra discerner le statut lors du Colloque



REBONDS

N°5 (1999)



Plus précisément, doit-on renoncer à l'idéal démocratique d'une participation de chacun au pouvoir ou bien de nouvelles médiations sont-elles à réinventer qui permettraient

à chacun de développer un sens de la responsabilité politique et lui donneraient les moyens de se faire entendre par les instances du pouvoir?

2.

Réinventer un **civisme** au départ de la société civile

Une piste de réflexion qui nous semble importante consiste à ressortir des placards cette vieille dame que constitue la notion de *société civile*. Ce concept nous semble en effet à la fois nous donner des outils assez précis pour comprendre le modèle de la citoyenneté qui était à l'oeuvre dans la "marche blanche" - du moins dans l'esprit des organisateurs -, tout en se démarquant de la manière dominante de la philosophie politique occidentale d'aborder le modèle de la citoyenneté au départ de la sphère de communication publique (principalement à la suite du modèle de J. Habermas).

Notre propos n'est pas de développer ce modèle, mais d'initier la réflexion.

Pour la clarté de ce qui va suivre, rappelons que le concept de société civile inclut aussi bien la famille, les associations volontaires que toutes les formes de communication publique (presse,...) et, récemment, les mouvements sociaux⁴. Concentrons-nous sur la famille pour examiner s'il n'est pas possible de réinventer une manière de vivre pleinement son engagement civique en tant que membre de la société civile, en particulier en tant que membre d'une famille.

Etre citoyens en tant que parents (le modèle défendu par G. Russo)

Je pense que c'est ce que vise les parents des victimes lorsqu'ils affirment que "c'est en tant que parents qu'ils veulent être citoyens". Cette logique les conduit de manière légitime à refuser la constitution d'un parti blanc qui s'inscrirait d'emblée dans une logique de délégation pure et simple au jeu politique -

⁴ D'où le fait que les parents de victimes participent à la marche multicolore pour l'emploi. D'emblée, les parents se sont démarqué d'une logique vindicative, pour pointer les dys-fonctionnement et les choix de société.

toujours en danger de devenir politicien - les revendications des membres de la société civile. Cette prise de position équivaut donc au choix d'un civisme enraciné dans le concret des réalités vécues par chacun contre un modèle de citoyenneté privilégiant les seuls relais institutionnels de l'appareil politique.

Prendre au sérieux l'affirmation de G. Russo que "c'est en tant que papa qu'il veut être citoyen" nous invite, d'une part, à repenser un modèle familial (a) qui ne traduise pas uniquement un mouvement de repli frileux sur des intérêts particuliers, mais soit, au contraire, à l'origine d'une prise de responsabilité au niveau politique.

La protection de la sphère familiale comme sphère strictement privée caractérisée par le plaisir individuel - sans contrepartie de responsabilité - ne mène-t-elle pas ultimement à une confusion entre adultes et enfants qui peut s'avérer tragique? Dans ce cadre, une "marche pour les enfants" manifeste une prise de distance à la fois contre un modèle qui abandonne les questions de justice et de responsabilité à un appareil politique, ainsi que contre un modèle de société qui sous couvert de protéger le droit de chacun à une vie privée en vient à oublier de protéger les plus faibles⁵.

A cet égard, que penser de la réflexion de Tocqueville sur l'aspect paternaliste et infantilisant du pouvoir démocratique despotique?

⁵ Dans "*Le démariage*", Irène Théry note que l'extension quasi illimitée que l'on donne au principe du respect de la vie privée fait du privé la "sphère de l'auto-détermination absolue de l'individu". La réalité américaine nous montre comment un respect unilatéral de la vie privée de l'individu *peut se retourner contre la démocratie*. "N'étant plus désormais défini par son identité de sujet de droit, c'est-à-dire soumis à une "sphère supra-individuelle, valable pour tous, à une loi commune limitant les droits individuels selon les règles d'une normativité autofondée", l'individu n'a plus comme identité collective que celle que lui donne son groupe d'appartenance, voire son être biologique d'homme ou de femme". L'alliance du moralisme et l'hyperindividualisme aboutit ainsi dans le contexte américain à la négation de toute intimité de l'individu, qui est sommé de revendiquer et d'afficher dans sa vie privée les pratiques politiquement correctes de son groupe d'appartenance. Si un tel modèle est difficilement transférable en Europe, il n'en pointe pas moins vers le danger inhérent à la dissociation entre individu et sujet de droit ou encore entre individu et citoyen.

Repenser un engagement civique au départ de la société civile (au départ des responsabilités parentales, des associations pour la protection du droit des victimes, ...) permettrait, d'autre part, ainsi de retisser les liens distendus entre société et appareil étatique, en repenser un nouveau modèle de médiation entre le monde social et les institutions politiques (b) au départ de la société civile.

Celle-ci hériterait de la lourde tâche non seulement de former des citoyens capables d'assumer leur *responsabilité politique* en tant que parents, de membres d'associations et de participants à la discussion publique initiée par les médias, mais aussi d'influencer par la discussion publique et les différents moyens mis à la disposition des associations, les décisions politiques, en refusant que l'Etat n'isole définitivement ses décisions du contrôle et de la vérification de son action, eu égard aux retombées de celle-ci dans les diverses réalités (familiale, sociale, économique, ...) qui forment la société civile. Directement impliqué dans le pouvoir étatique, le Parlement ne peut assurer ce rôle - d'où le refus cohérent de former un "parti des blancs". Il est pourtant essentiel de comprendre la nécessité des structures et procédures démocratiques qui semblent parfois tourner à vide. C'est notre troisième axe de réflexion.

3. Société civile, **structures** et idéal démocratiques

*"Ennemie jurée de l'arbitraire, la forme est la soeur jumelle de la liberté (...) Tout peuple qui a su pratiquer le vrai culte de la liberté a senti d'instinct la valeur de la forme, et deviné que dans ses formes il possédait non quelque chose de purement extérieur, mais le Palladium de sa liberté"*⁶

La forme est nécessaire aux institutions démocratiques, on pourrait dire qu'elle en est co-substantielle. Le danger cependant réside dans un formalisme tournant à vide, dans une logique d'auto-légitimation qui manifeste que, loin d'être simple apparence ou masque, la forme peut devenir la substance-même des procédures de l'appareil étatique en régime démocratique.

⁶ von Ihering R., *LEsprit du droit romain dans les diverses phases de son existence*, tome 3, Bologne, Forni Editore, p. 184, cité par Irène Théry, *op. cit.*, p. 161.

Le citoyen face aux structures

REBONDS

N°5 (1999)



C'est ce qui arrive quant la procédure n'est plus subordonnée à aucun critère de contrôle vérifiable et anticipable par les citoyens⁷.

La tâche de la Commission parlementaire sur l'enquête est précisément d'appliquer ce contrôle, en laissant exceptionnellement aux citoyens accès à ce contrôle par le biais de la publicité de certains débats.

Or, que constate-t-on lors de ces débats? Sans parler de quelconques dysfonctionnements, on est surtout frappé par la logique qui semble régir le fonctionnement habituel de ces institutions. Peu habitués à rendre compte de leurs actes, magistrats et fonctionnaires s'appliquent avant tout à *mettre en scène leur propre compétence* et à montrer qu'elles ont mis en oeuvre les bonnes procédures. Les personnes interpellées décrivent ainsi minutieusement leur protocole de travail, montrent qu'elles ont mis en oeuvre les bonnes opérations au bon moment - compte-tenu des informations dont elles disposaient réellement - et, enfin, ont agi de manière compétente et consciencieuse.

Mise en scène de la compétence

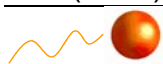
Tout-à-fait logique dans le cadre d'une procédure de justification vis-à-vis de tiers, cette structuration ordonnée au respect de la procédure vaut - fait plus significatif - comme manière même de rendre compte et de percevoir les situations dans le cadre de leur fonction.

Un exemple particulièrement parlant concerne les perquisitions vaines dans le cadre de l'opération Othello. Tout se passe alors comme si on ne se préoccupait nullement de retrouver à tout prix les enfants disparus, mais que le sens même de la démarche consiste à se persuader qu'on procède à une perquisition dans les règles et qu'on agit ainsi dans les limites de son devoir. Dans cette perspective, on se convainc vite par exemple que les chuchotements d'enfants viennent de la rue et l'on s'en tient à ce qui est directement accessible, comme si les preuves devaient se révéler d'elles-mêmes pour justifier l'investigation. L'essentiel n'est pas de

⁷ Ainsi en est-il, par exemple, des procédures mises en oeuvre par les parquets ou les fonctionnaires de la gendarmerie exigeant que de la part des parents, sans indices de vérification, que "tout est mis en oeuvre". On se souvient de l'exclamation, "Mais, vous êtes Dieu, vous nous demandez de croire sans voir".

REBONDS

N°5 (1999)



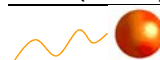
rechercher les enfants, mais de se persuader qu'on les a bel et bien cherchées, suivant les injonctions que l'on avait reçues. La procédure se suffit à elle-même: elle est à la fois but et justification de l'action accomplie.

Point n'est besoin de voir dans cette démarche une attitude de mauvaise foi, ou un acte intentionnellement mauvais⁸, il suffit d'y voir l'ultime conséquence de la paresse de l'esprit qu'entraîne le strict respect des procédures, sans appel à la réflexion critique pour frissonner face à l'in-humanité radicale d'un formalisme qui ne se laisse plus interroger ni de l'intérieur - par un recul critique de l'acteur, une quête de sens, de traduction de valeurs -, ni de l'extérieur - par la soumission à un contrôle à d'autres instances.

C'est ainsi que tous les jours, il rend moins utile et plus rare l'emploi du libre arbitre; qu'il renferme l'action de la volonté dans un plus petit espace, et dérobe à chaque citoyen jusqu'à l'usage de lui-même (...) il ne brise pas les volontés, il les amollit, les plie et les dirige; il force rarement d'agir, mais il s'oppose sans cesse à ce qu'on agisse; il ne détruit point, il empêche de naître, il ne tyrannise point, il gêne, il comprime, il énerve, il éteint, il hébète, et il réduit enfin chaque nation à n'être plus qu'un troupeau d'animaux timides et industriels, dont le gouvernement est le berger"

Le maintien de l'idéal démocratique exige à la fois des citoyens formés à la vigilance face au danger du formalisme "toujours en danger de peser pour lui-même" (selon des termes lévinassiens), ainsi que l'invention de nouvelles médiations assurant un contrôle démocratique des institutions.

⁸ Le séminaire d'accueil permettra de tisser des liens entre ces aspects et la problématique du Mal et la responsabilité abordée par Thierry Tilquin.


Les origines

Inauguré en mars 1999, le Centre Interfaces est une création conjointe de la Compagnie de Jésus et des Facultés Notre-Dame de la Paix à Namur. Il est organisé en deux pôles distincts : le *Pôle Pédagogique* est chargé d'assurer l'interface entre l'enseignement secondaire et l'enseignement supérieur et universitaire. Le *Pôle de Philosophie sociale* assure quant à lui l'interface entre la recherche universitaire en sciences humaines et le monde de l'action sociale.

Les objectifs

Le Pôle de Philosophie sociale a une double vocation de centre de recherche et de centre de formation. Il vise

- A contribuer, par ses activités, à la formation d'une conscience critique en société et à l'apparition de formes nouvelles de créativité collective dans l'espace politique ;
- A stimuler les interactions entre partenaires issus du monde universitaire et du monde de l'action sociale, débouchant si possible sur des initiatives et des productions communes.
- A développer une réflexion philosophique propre qui se positionne clairement dans les débats de société.

Les activités

Ces objectifs sont poursuivis à travers l'animation et l'organisation de formations de formateurs, de séminaires de recherche, de journées de réflexion et de colloques. Ces activités sont relayées par le journal Rebonds. Les résultats de la recherche sont publiés dans la série : Cahiers Philosophiques

Les partenaires

Le Pôle de Philosophie sociale interagit avec différents partenaires membres d'associations, formateurs et animateurs d'organismes d'Education permanente, chercheurs liés à divers centres universitaires, étudiants et enseignants.

Les personnes

Le Pôle de Philosophie sociale occupe une personne à temps plein, Muriel Ruol, engagée à la fois dans la recherche et la construction du projet.

Le Pôle Pédagogique comprend quant à lui 3 personnes, détachées de l'enseignement secondaire.

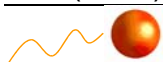
Le secrétariat

Est assuré par Stéphanie Médina.

Des informations sur le centre Interfaces?

- Interfaces@fundp.ac.be
- <http://www.fundp.ac.be/institution/autser/interfaces/interfaces.htm>
- secrétariat : ☎ 081 - 72 51 97; fax 081 - 72 51 98

POUR RECEVOIR REBONDS CONTACTEZ NOUS!



Liste des publications

Série « Cahiers philosophiques »

N°1: *De la neutralisation au recoupement. John Rawls face au défi de la démocratie plurielle*, octobre 1999, 21 p.

N°2: *Pour en finir avec le « désenchantement du monde ». Démocratie et traditions dans la pensée de J.Rawls*, décembre 2000, 22 p.

N°3: *Pour une responsabilité citoyenne. Le concept rawlsien de « recoupement » peut-il éclairer l'événement de la Marche Blanche ?*, février 2001, 31 p.

N°4: *Former des citoyens responsables. Un défi pour l'enseignement, un défi pour l'action sociale*, mai 2001.

☞ Signalons que ce cahier, écrit en commun avec Pascale Prignon (Pôle Charnière) est à paraître également dans la série : *Cahiers pédagogiques* dont il constituera le n°8.

Série « Rebonds »

Le Journal des séminaires et formations reprend de manière critique le contenu des formations, propose des outils méthodologiques pour prolonger la réflexion.

N°1: *Suivre le mouvement ou ramer à contre-courant: le dilemme de l'Education permanente. Echos de la formation inter-mouvements du MOC*, octobre 1998, 8 p.

N°2: *Sens et non-sens de l'action solidaire. Partie 1. Le contexte. Une modernité en crise*, décembre 1998, 7 p.

N°3: *Le nouvel esprit du capitalisme. Partie 1. Un modèle de changement. Dossier préparatoire au colloque "Mondialisation et mutations du capitalisme"*, avril 2000, 11 p.

N°4: *Le nouvel esprit du capitalisme. Partie 2. Les étapes d'une recomposition. Dossier préparatoire au colloque "Mondialisation et mutations du capitalisme"*, juin 2000, 9 p.

N°5: *Civisme et dés-engagement. Le citoyen face aux structures*, mars 1999, 10 p.

N°6: *Ingérence et non-ingérence. Sur un prétendu droit d'intervenir par humanité*, mars 2001, 9 p.

N°7: *Sens et non-sens de l'action solidaire. Partie 2. De la militance à l'engagement*, septembre 2000, 6 p.